

POUR UNE APPROCHE HISTORIQUE ET COMPARATIVE

Marc-H. Piau

Recherches Africanistes: la formation de l'Etat

Si l'on s'en tient à une conception organiciste des sociétés, et c'est un chemin sur lequel risque de conduire la tentation d'une seule Histoire, aussi bien que la réduction juriste à quoi renvoie la description des institutions dans ce qui serait leur règle, les contradictions constantes de l'information ne sont pas résolues par la seule critique des sources en termes de validité des connaissances. Ces contradictions non résolues risquent d'entraîner à la schématisation d'un système théorique dont l'application serait sans cesse contredite par la réalité.

Par contre, la critique des sources renvoie à l'appartenance sociale des informateurs; les variantes et les contradictions ne paraissent plus tellement comme des inconstances de la mémoire ou des degrés différents dans l'ordre de la connaissance et de la compréhension des faits mais renvoient, et très précisément, aux perspectives différentes qu'ont sur leur propre société les différents groupes sociaux qui la constituent. Les contradictions dans l'ordre des faits ou dans la définition et l'appréciation des rôles et des fonctions des institutions mêmes, s'éclairent alors singulièrement. Elles expriment les intérêts contradictoires et les luttes réelles qui opposent à l'intérieur d'un même ensemble, les éléments qui ne sont pas seulement intégrés dans un système de complémentarités fonctionnelles, mais aussi et peut-être surtout, ordonnés dans un système de contraintes où l'économie des rapports de force prend appui sur la force des rapports économiques et sur la nature des échanges.

Dans cette perspective, au lieu de tenter une reconstitution de l'histoire fidèle à une chronologie linéaire pour l'ensemble du pays mawri et pour l'ensemble du Kabi, plutôt que de m'essayer à l'esquisse d'un tableau ordonné des institutions, j'ai essayé de regrouper les éléments formant les différentes histoires et les différentes images de la société qu'en ont les "sous-cultures" qu'elle englobe.

Les contradictions apparues au niveau des données recueillies renvoient à des différences relatives à la conception du fonctionnement de la société et, dans les cas qui m'ont occupé, de l'Etat: elles sont significatives de conflits et d'antagonismes agissant entre des groupes sociaux menés par des stratégies particulières révélatrices d'intérêts spécifiques. La reconnaissance de ces perspectives divergentes et même antagonistes, permet de rendre compte des formes réelles de la dynamique sociale et historique qu'il ne suffit plus de constater mais dont il faut démontrer les mécanismes au travers des oppositions qui les animent. C'est ainsi qu'en pays mawri, la sacralité du pouvoir renvoie à une vision totalisante de la société de la part des détenteurs de l'autorité "politique"; elle est contredite aussi bien par la réalité d'une pratique où se mesuraient des rapports de force concrets que par le refus que lui opposent les éléments originels de la société: ces derniers, chasseurs, "maîtres de la terre", détenteurs des cultes liés aux forces et aux formes de la Nature, fondent au contraire en eux-mêmes la légitimité provisoire du souverain. A son tour, ce dernier essaye de récupérer à son profit les pouvoirs des prêtres animistes à travers l'identification symbolique de la souveraineté à la société globale ("La personne du pouvoir ou la souveraineté du souverain", 1973). Il devient donc nécessaire, après avoir tenté l'inventaire et l'analyse des concepts et des catégories utilisés par la société elle-même, de ne pas réifier les classements qu'ils définissent. Au-delà des statuts sociaux (ce qui ne veut pas dire sans rapports avec eux), les conditions réelles et le vécu des relations impliquent d'autres modes de classification et d'identification des groupes sociaux tels qu'ils se définissent eux-mêmes.

2011/01/20
2011/01/20
2011/01/20

Sans doute y a-t-il des lignages et des clans, des hommes libres et des captifs, des cadets et des aînés, un langage de la parenté servant de modèle à l'expression des rapports sociaux, des interdits définissant et rappelant des dépendances, mais encore ne faut-il pas se laisser abuser et sous prétexte que certaines fonctions du pouvoir ou certains titres sont réservés à certaines catégories telles que les captifs, ignorer de véritables clivages sociaux opposant par exemple les "riches" et les "pauvres", les dirigeants aux dirigés, et qui passent horizontalement au travers des identifications sociales maintenues par l'idéologie locale fixant, et toujours par exemple, une opposition distinctive entre l'ensemble des captifs et l'ensemble des hommes libres ("Les captifs du pouvoir et le pouvoir des captifs", 1975).

L'utilisation des concepts appliqués aux sociétés industrielles où se distinguent plus clairement les niveaux, les groupes et les classes sociales, théoriquement débarrassés des définitions statutaires, pourrait sans doute, à la condition expresse, nécessaire, d'avoir au préalable dégagé ce que la société étudiée exprime d'elle-même dans ses propres termes, permettre d'atteindre des relations effectives entretenues entre les différents niveaux structurels. Des facteurs déterminants pourraient ainsi apparaître, non pas à l'intérieur d'une causalité mécanique invariable, mais dans leurs relations dialectiques et à travers les contradictions qui entraînent des renversements de leur ordonnancement. De la même façon et comme par un choc en retour pourrait être opérée la critique de ces concepts dont l'apparente scientificité n'est peut-être qu'un masquage supplémentaire au dévoilement de notre propre société.

En ce qui concerne notre projet, les rapports entre le Pouvoir et les idéologies qui l'expriment et dont il se sert ou qui le mettent en question, la relation entre sa pratique et sa théorie, ne seront élucidés qu'au travers de cette confrontation où des concepts élaborés à partir d'autres expériences questionneront ceux forgés par les sociétés étudiées pour interpréter et justifier les formes sociales déterminées par le mode et les rapports de

production à un moment donné de l'histoire. Dans les deux sociétés que j'ai eu l'occasion d'étudier, Mawri et Kabi, où le mode de production lignager et tributaire domine sur la base d'une communauté inégalitaire, le pouvoir pratique passe du domaine lignager dans son expression religieuse à celui de la société globale dont l'expression est avant tout politique, bien qu'entraînant avec elle l'ensemble des représentations religieuses qui permettent la sacralisation du souverain et par là de l'ordre établi. On s'aperçoit assez vite du masquage idéologique qu'opère la présentation classique des formes différenciées des Pouvoir dans la distinction fallacieuse du religieux et du politique.

Lorsqu'on y regarde d'un peu près, il est possible d'apercevoir qu'au travers du compte-rendu analytique fait par l'ethnologue des théories du Pouvoir dans les sociétés qu'il étudie, se glisse constamment l'idée de Pouvoir comme nécessité qui implique l'évidente confusion entre le **domaine du Politique** et les **stratégies d'accès au Pouvoir**, ou plutôt d'accaparement du Pouvoir et des moyens de décision. La distinction entre ce qui serait deux pouvoirs et éventuellement antagonistes, renvoie non pas à une pseudo-différence de nature, mais à des conditions socio-historiques différentes et notamment au passage des sociétés segmentaires aux sociétés complexes.

Ainsi, malgré les tentatives faites pour dépasser les catégories qu'utilise une société pour organiser sa théorie du Pouvoir et des institutions politiques, l'ethnologue n'opère qu'une traduction dans sa propre langue et "scientifise" de pseudo-concepts dont les fondements sont d'autant moins éclairés que leur critique révélerait leurs fonctions justificatrices de notre propre représentation sociale. Le maintien de la "séparation des pouvoirs" par l'analyse ethnologique n'est en réalité que le reflet de l'idéologie occidentale qui masque la cohérence dans nos propres sociétés des différentes stratégies d'accaparement du Pouvoir et des moyens de production, de décision, d'information, quel qu'en soit le groupe social ou la classe bénéficiaire.

Le Pouvoir n'est pas un a priori sans fondement et sa gènèse signifie seulement une des voies possibles à toute

organisation sociale. Son existence dans nos propres sociétés tend à lui conférer le statut d'une catégorie éternelle et absolue de l'entendement humain, révélant ainsi l'irrépressible tendance à l'interprétation évolutionniste qui magnifie notre propre entendement au-delà des critiques formulées par nous-mêmes sur nos propres formes sociales. A force de chercher les fondements de la légitimité du Pouvoir, nous avons fini par oublier que le Pouvoir est avant tout illégitime: généralement produit d'un coup de force, son examen enferme dans ce qui le constitue, évacuant l'objet de son exercice dont l'existence préalable est renvoyée dans les ordres parents du rêve, de l'utopie ou de l'anhistorique.

Les conditions d'émergence du Pouvoir et les différentes formes de son exercice, les groupes qui l'incarnent, l'exercent, identifiant à leur profit l'ordre instauré, n'épuisent pas le champ de l'exploration. On ne peut qu'être entraîné à l'analyse de ce concept à travers les mécanismes pratiques qui en autorisent l'émergence: alors doit être posée la question préalable du non-pouvoir ("Le miel du pouvoir et le couteau du sacrifice", 1976).

On a jusqu'alors posé et questionné la différenciation progressive des fonctions politiques, opérant ainsi une réduction de la notion de pouvoir aux formes plus ou moins définies de l'expression politique. Cette différenciation reconnue tenait pour acquise l'existence d'une domination potentielle ou d'un pouvoir, partagé ou non. N'était pas posée la question de la possibilité de sociétés où le pouvoir n'existerait pas. Sociétés où une équivalence reconnue des tâches et des fonctions ainsi qu'une permutation possible et de façon permanente des individus rendraient sans objet la conception même de Pouvoir. Il ne s'agit pas là seulement d'une tentative pour retrouver d'éventuelles formes "archaïques" de disposition sociale d'un mode de production égalitaire. Ce serait alors se contenter d'une hypothétique recherche des sources aux relents également évolutionnistes. En réalité il s'agit de rechercher les conditions nécessaires et suffisantes à l'existence de sociétés où l'échange économique et social ainsi que le mode de production et de reproduction définissent des rapports symétriques égalitaires. Dans cette

perspective, le Pouvoir n'est pas nécessairement pris ou à prendre, il n'est peut-être même pas concevable.

La hiérarchisation et la centralisation ne sont pas seulement un aboutissement mais aussi le résultat d'une négation destructrice. **Passer de l'analyse de ce qui conduit à l'Etat, à l'analyse de ce que l'Etat a détruit ou étouffé**, permet de lever l'hypothèque d'une aliénation idéologique où le chercheur reproduit dans son approche les déterminations mêmes de l'objet soumis à la critique.

Un certain déterminisme social remplace souvent le dévoilement des mouvements dialectiques de l'histoire. Dans ce cas, la négation posée, disparaît à jamais ce qui est nié au profit de ce qui est mis en place, c'est-à-dire les inégalités nécessaires au démarrage de l'exploitation et à la formation de classes sociales antagonistes. L'histoire n'est plus alors que l'illustration d'un schéma de développement structurel qu'elle ne sert qu'à justifier.

En réalité une approche historique, situant dans la mesure du possible les conditions concrètes du passage d'une formation sociale à une autre et rendant compte des différentes réponses possibles en fonction des conditions matérielles et historiques, permet à travers l'étude comparée des sociétés la critique positive des concepts utilisés. Par là même il devient possible de rendre compte, à travers les persistances de formations anciennes dans les formations contemporaines, d'éclairer le sens des contradictions reconnues.

On peut élaborer pour les sociétés africaines d'autres perspectives que celle d'une intégration dépendante dans notre propre histoire, c'est-à-dire dans notre système d'exploitation économique. En ce sens, l'anthropologie politique n'est plus une recherche curieuse du passé ou une reconnaissance purement intellectuelle de l'Autre, ce n'est plus seulement le développement de la connaissance qui est en cause. Au lieu de séparer les sociétés qu'elle étudie, du contexte contemporain, elle permet de situer les raisons de leur état actuel par rapport aux pressions, utilisations, destructions ou mises en réserve qu'opèrent sur elles les sociétés universellement dominantes, les nôtres.

Ces orientations et l'implication évidente d'un renou-

vement des conditions de la recherche, aussi bien que de la diffusion de ses résultats, circonscrivent l'ensemble des activités poursuivies aussi bien dans leur forme que dans leur contenu. S'il devient clair qu'aucune recherche ne se situe dans un domaine sans conséquence, il faut alors non seulement consentir l'effort d'élargir les moyens en s'orientant vers la recherche collective et, à tout le moins, la mise en commun critique des travaux, mais aussi tenter d'atteindre les moyens d'une diffusion pratique des connaissances acquises qui en permettent la plus large utilisation.

Le discours scientifique a trop longtemps été réservé pour que ne soit pas mise en question cette préservation complice de certaines formes de domination. La diffusion et l'accès le plus large possible aux résultats pour un vaste public n'est pas une simple entreprise de vulgarisation démagogique: c'est un instrument mis à la disposition de ce public pour saisir la situation comme une détermination particulière de l'histoire et non comme un donné universel dont chaque individu pourrait et devrait s'accommoder à sa propre manière. Le chercheur doit rendre compte de son entreprise dans le cadre de sa propre société dont il exprime, de façon critique ou non, la visée sur les autres; de même il doit être susceptible de fournir aux principaux intéressés, les peuples auprès desquels il poursuit ses recherches, des instruments utilisables pour la compréhension de leur propre univers dans son rapport avec le nôtre.

Les recherches entreprises en pays mawri (Niger) puis au Kabi (Nord Nigéria) et qui portaient d'une analyse du pouvoir et de ses stratégies, se sont poursuivies par l'approfondissement des problèmes relatifs à l'établissement de l'Etat hawsa du Kabi et les conditions de formation des forces sociales capables d'en assumer le contrôle. Les conditions socio-historiques de l'émergence de l'Etat du Kabi, né d'une véritable révolution sociale, introduisent dans la trame apparemment fixe de la distribution du pouvoir, une flexibilité fondamentale où prime en définitive le jeu des oppositions entre groupes sociaux.

Au-delà de la permanence trompeuse d'une organisation politique définie par le schéma nominaliste des titres,

des fonctions et de leurs relations (même lorsque ce schéma inclut l'orientation de changements possibles), il s'agit de mettre à jour, entre la réduction structurale et la diversité inorganique d'une simple description, les rapports sociaux dominants à l'intérieur d'une formation sociale où coexistent plusieurs types de ces rapports ("L'assise du souverain", à paraître).

L'organisation, la gestion et la préservation du pouvoir définissent dans une société un ensemble de rapports dont les règles de fonctionnement, explicites ou masquées, maintiennent et révèlent les conditions d'exercice de ce pouvoir.

Le Kabi, et sans doute est-ce le cas de nombreuses formes premières de domination centralisée, était un système ambigu de gestion et d'administration politique. L'alliance matrimoniale, les rapports de subordination individuelle, l'allégeance personnelle et révocable au souverain et la dépendance de groupe, la règle du système de parenté et les rapports de force, la désignation et l'hérédité des détenteurs de fonctions, les spécialisations ethnico-professionnelles et certaines formes de mobilité sociale, s'y mêlaient en rapports multivoques. Dans ce contexte, la force militaire était un élément déterminant pour la permanence et/ou l'extension du pouvoir.

La guerre était au centre de l'organisation politique et ses fonctions aussi bien que ses risques et contre-coups définissaient la forme même de l'Etat et la position du groupe dominant. On peut peut-être même penser que les formes et objectifs de guerre d'une société sont un critère décisif et distinctif des formations sociales et qui permettraient d'aller au-delà de la séparation vermoulue et insuffisante entre sociétés avec ou sans Etat ("Le pouvoir de la guerre", en préparation).

Etude comparative entre les milieux ruraux africains et les milieux ruraux français en zone périphérique

Après un certain nombre d'années de recherche en Afrique et une confrontation permanente avec des chercheurs opérant dans d'autres régions du monde, il est apparu qu'un certain nombre de situations semblables mettaient en oeuvre des mécanismes comparables de résolution. Cependant il a paru évident que les divisions socio-géographiques et géo-politiques de la recherche mettaient en dehors de nos perspectives et donc d'un avancement dans la connaissance de ces mécanismes, tout un ensemble de zones situées à l'intérieur des pays développés; dans le cadre des unités politiques modernes et contemporaines, des zones se trouvaient, par rapport aux instances nationales déterminantes et dirigeantes, dans des situations de dépendance périphériques qui leur ont imposé et leur imposent encore des conditions de transformation fort semblables à celles des pays "en voie de développement". A l'intérieur de nos pays industrialisés, on parle de zones "deshéritées" comme naguère on parlait de pays "sous-développés". L'aménagement du territoire a peut-être beaucoup à voir avec les différentes instances internationales et nationales de développement: en tout état de cause on n'y remet guère en question l'ordre économique prépondérant dont les nécessités abstraites ont souvent l'air de coïncider avec les intérêts des classes dominantes sans que la "concertation" reprenne réellement en compte les intérêts, les besoins, les perspectives des sociétés locales.

Ayant eu l'occasion depuis un certain nombre d'années d'avoir d'assez nombreux contacts avec des milieux ruraux et urbains du Languedoc, il a semblé qu'en effet des phénomènes d'apparence semblable à ceux simultanément observés en Afrique s'y déroulaient.

Après quelques discussions et en ayant opéré quelques enquêtes pilotes, il est donc apparu de la plus grande importance de mettre en pratique l'expérience africaine dans un milieu différent mais où certains accès privilégiés étaient d'ores et déjà acquis. Constatant l'accélération au cours des dix dernières années d'un véritable processus

d'expulsion paysanne, il a semblé que l'économie agricole européenne grâce à son invraisemblable complexité et surtout à l'inaccessibilité de ses instances de décision pour la majorité des populations concernées, agissait à l'instar des grands cataclysmes naturels généralement réservés aux régions dont les populations sont les plus démunies: famines, sécheresses, inondations, tremblements de terre s'associent au jeu mystérieux des cours mondiaux pour le prix des matières premières et y jouent un rôle fort comparable à celui du Marché Commun qui, en Europe, désorganise systématiquement l'économie paysanne. Les sociétés rurales sont intégrées de force et au prix de leur totale destruction dans une économie générale dont les échanges n'ont plus rien à voir avec les réalités concrètes de la production et par conséquent nient absolument la réalité humaine.

De la même façon dont jusqu'à présent nous avons tenté de rendre compte en Afrique de ce qu'étaient dans leurs différences les sociétés pré-coloniales et de chercher ce qui en avait été détruit, parfois préservé, souvent transformé au fur et à mesure de l'extension sur elles de l'occupation coloniale et de l'économie capitaliste, il nous paraît souhaitable et urgent d'entreprendre ici des études du même ordre et qui viseraient à remettre sur un autre pied les visions un peu simplistes sur la "désertification des campagnes" et autres "résistances paysannes au changement".

Dans la situation française où notamment le rôle de l'Etat est très spécifique par rapport aux autres situations européennes, le centralisme politique, administratif et culturel a joué un rôle particulier dans la stratégie générale du développement national pour diluer les orientations régionalistes et concentrer les moyens de production. Ce rôle est d'ailleurs un des lieux des actuelles contradictions internes à la formation sociale française pour laquelle la décentralisation est un moyen nécessaire en même temps que l'un des dangers principaux.

Les mécanismes mis en oeuvre au cours des diverses révolutions industrielles ont opéré une ponction grandissante sur le paysannat. L'ensemble des nécessités exté-

rieures à l'économie locale a tellement pesé sur les sociétés productrices qu'elles ont été persuadées de l'impossibilité **interne** de leur survie. La pauvreté, l'incapacité, l'arriération mentale et tout simplement l'absence de toute ressource locale leur étaient progressivement **imposées** comme des évidences insurmontables autrement que par l'abandon définitif de l'ancienne culture, de la langue régionale et des anciens modes d'existence au profit d'une culture industrielle développant un salariat généralisé dans le contexte de la société nationale. Dans une période transitoire et pour des régions dont le sort n'était pas encore réglé, la sous-traitance de certaines phases de la production était concédée à de petites exploitations théoriquement indépendantes mais en réalité définitivement inféodées aux grandes sociétés de produits agricoles et laitiers. En même temps le remembrement des terres et l'aménagement du territoire préparaient un vaste et définitif remaniement de la configuration française: spécialisation à outrance de certaines régions rapidement industrialisées et dont l'exemple faisait tomber l'ensemble de la paysannerie dans le panneau de la mécanisation tous azimuts. L'Etat, sous la forme apparemment neutre des investissements logistiques, intervenait activement dans l'organisation des rapports régionaux intégrés, formulant ainsi les moyens d'une gestion orientée principalement vers le développement industriel de l'agriculture et l'exploitation touristique des zones abandonnées. D'une façon générale le maintien systématique de la notion de "paysan" masquait les différences plus que notables et cependant étouffées par les organisations professionnelles et syndicales; en réalité s'opéraient des mutations graves, souvent irréversibles et dont l'intérêt n'était pas toujours l'intérêt général et rarement l'intérêt des sociétés locales.

Face à la situation d'impasse que de nombreux paysans nous ont paru ressentir et exprimer, il nous a semblé possible d'opérer une analyse générale en reprenant le processus dans son déroulement historique. Cela permettrait, comme nous l'avons déjà tenté avec des résultats encourageants en Afrique, de briser l'emprise d'un pseudo-déterminisme qui tente sans jamais désespérer de faire de la situation actuelle l'aboutissement nécessaire

de toutes les situations antérieures dont elle serait en quelque sorte la résultante progressiste! Il serait aussi possible en cherchant dans l'histoire villageoise du Languedoc aussi bien qu'en examinant les différentes formes contemporaines de **résistance** à la destruction des sociétés et productions locales, d'aborder la constitution de solutions alternatives aux changements imposés.

Nos investigations principales ont pour premier objectif de reconstituer les micro-histoires des sociétés des Basses-Cévennes en recourant à la réappréciation d'une tradition orale. En même temps doit s'opérer une mise à jour des productions inventives qui ont permis à ces **sociétés de vallée** d'y vivre bien pendant des siècles où les dominations extérieures n'ont pas eu l'impératif besoin de les déloger d'elles-mêmes.

Un **savoir populaire** constitué au cours des siècles est en train de se perdre et forme un pan considérable de notre culture, occulté délibérément et progressivement détruit par la destruction même de son champ d'application.

La plupart des habitants de ces zones "deshéritées", dépossédées de leur mode d'existence, dévalorisées socialement et économiquement, chassées de leur propre culture réduite en cartes postales et en danses folkloriques, sont alors poussés hors d'eux-mêmes et l'émigration devient une nécessité tellement apparente qu'elle a semblé quelque temps non seulement souhaitable mais souhaitée par ceux-là mêmes qui en étaient les victimes. Désormais on peut assister en dépit de toutes les pressions à l'amorce d'un mouvement inverse: les jeunes paysans réalisent et commencent à affirmer qu'ils veulent "vivre et travailler au pays". Mieux même une certaine immigration s'opère, drainant vers un mode de vie décrié il y a peu, de jeunes citadins rebutés par l'existence désintégrée et sérielle des cités-dortoirs, des cités-usines, des cités-plaisirs. Lassés d'être devenus des outils que l'on entretient au moindre frais, ils tentent de retrouver des formes autonomes d'existence et de subsistance. Des **utopies sont en marche**, dont l'issue est incertaine mais qui tentent de relever le défi de la société industrielle dont les promoteurs et les bénéficiaires principaux commencent eux-mêmes à s'effrayer.